

# Les élus et l'économie sociale

Colloque

## *L'économie sociale comme outil de développement des collectivités et des communautés autochtones*

Rouyn-Noranda, 29 mai 2008



## Plan de présentation

- Porteurs de la recherche
- Contexte et problématique
- Questions de recherche
- Méthodologie
- Échéancier
- Résultats attendus
- Utilisations pratiques des résultats



# Comité de pilotage

- Comité estrien du Réseau québécois de recherche partenariale (RQRP) en économie sociale;
- Réseau d'entreprises d'économie sociale de l'Estrie
- Département de systèmes d'information et méthodes quantitatives de gestion (Faculté d'administration);
- Département de service social (Faculté des lettres et sciences humaines);
- École de politique appliquée (Faculté des lettres et sciences humaines).



# Équipe de recherche

Professionnelle de recherche : Maria Florencia Mauri

Partenaire terrain : Joanne Beaudin, M.B.A. (Service d'aide-domestique de la région de Coaticook )

Partenaire universitaire: Bernard Sévigny D.B.A. (SIMQG),  
Jacques Caillouette, Ph.D. (DSS);  
Caroline Patsias, Ph.D. (ÉPA)



## Contexte et problématique

- Les élus ont les responsabilités de la planification du développement local et ils gèrent des fonds qui permettent ou soutiennent ce développement
- Fin des années 90, la responsabilité d'intégrer dans leur portefeuille stratégique la préoccupation de l'économie sociale.
- En 2004, la loi 34 renforce la responsabilité des élus locaux en matière de développement local.
- Cette responsabilité de développement s'incarne dans les différentes instances sur lesquelles les élus sont appelés à siéger :
  - le Conseil municipal;
  - le Centre local de développement;
  - la Conférence régionale des élus.



# Contexte et problématique (suite)

## Le conseil municipal

- Est porteur des valeurs et du discours de développement;
- Est responsables des choix stratégiques et politiques de la communauté ;
- *(en matière de développement et d'aménagement du territoire)*
- Il propose une trajectoire de développement à la population;
- Il dispose de leviers pour assurer le développement de sa communauté :
  - Un conseil municipal n'est pas tenu de réaliser une soumission publique relative à un contrat de construction, d'approvisionnement ou de services quand il s'agit d'octroyer un contrat à un organisme à but non lucratif (article 573.3 de la Loi sur les cités et les villes (chapitre C-19).
  - Les fonds et initiatives de développement (ex : FLI, FDEÉS, Pacte rural, etc.)
- Il assure la cohérence collective de la démarche de développement;
- Il affiche un certain pragmatisme politique;
- *(souci de bien faire, les bonnes choses au bon moment avec le minimum d'énergie)*
- Il exerce le leadership politique dans la communauté.



## Contexte et problématique (suite)

### Conférences régionales des élus (CRÉ)

- Les élus y exercent un rôle prépondérant;
- Plan de développement 2007-2012 de la CRÉ de l'Estrie :
  - « Prendre les moyens nécessaires pour arriver à un développement équilibré du territoire au plan économique et social » (Axe-1.3)
  - « Favoriser l'implication et la participation citoyenne des femmes, des jeunes, des aînés et des personnes immigrantes dans le développement local et régional » (Axe 2.5)
  - « Renforcer l'entrepreneuriat local » (Axe 4.2).
- La CRÉ gère aussi des leviers financiers comme le Fonds de développement régional (FDR).



## Contexte et problématique (suite)

### Centre local de développement (CLD)

- Les élus y exercent un rôle prépondérant;
- Le Fond local d'investissement (FLI) et le Fond de développement des entreprises d'économie sociale (FDEÉS);
- Le Pacte rural : Le milieu, en s'appropriant de leur territoire et de leurs ressources, doit devenir partie prenante de la planification stratégique et du développement local.



# Questions de recherche

## Question principale

- Pourquoi il y a-t-il des municipalités plus sensibles que d'autres à l'économie sociale ?

## Questions spécifiques

- Quelle perception ont les élus du développement local et du potentiel de l'économie sociale comme valeur ajoutée de ce développement ?
- Quelle perception ont les élus de leur rôle comme acteur stratégique du développement de leur région ?
- Quelles pistes risquent d'être efficaces pour sensibiliser les élus sur l'économie sociale ?
- Dans le contexte actuel de partenariats publics privés, pourquoi les élus semblent privilégier les entreprises privées à des entreprises collectives ?



# Méthodologie

La recherche a été divisée en trois volets :

Une recension de la littérature (réalisée en janvier et février 2008).

- Dégager des concepts liés au développement par l'économie sociale

Des enquêtes seront effectuées auprès des élus des 89 municipalités des 7 MRC de l'Estrie à partir d'un questionnaire structuré.

- MRC de Memphrémagog (17);
- MRC Les Sources (7);
- MRC du Val-St-François (18);
- MRC du Haut-St-François (14);
- MRC du Granit (20);
- MRC de Coaticook (12);
- MRC / Ville de Sherbrooke (1).



## Méthodologie (suite)

La recherche a été divisée en trois volets :

Deux études de cas.

La première sera la MRC de l'Estrie qui montrera les pratiques d'économie sociale les plus innovatrices;

La seconde sera la MRC qui est la moins tournée vers l'économie sociale (cas contrastés);

Des entrevues semi-dirigées seront réalisées avec certains acteurs clés du Centre local de développement des deux MRC choisies après l'analyse des questionnaires;

D'un court portrait de la gestion des fonds de l'économie sociale dans ces deux MRC :

- Comment est géré le fonds dédié à l'économie sociale dans la MRC ?
- Combien et quel type de projets sont présentés au centre local de développement de la MRC ?
- Quel pourcentage de ces projets, par rapport aux projets économiques traditionnels, a bénéficié de l'octroi d'une subvention ou d'un prêt ?



## Méthodologie (suite)

Le questionnaire est fondé sur un certain nombre de concepts tirés de la littérature en économie sociale :

- Portrait socio-économique du répondant (emploi de l'élu, son parcours politique, son niveau de scolarité, etc.).
- Rôle des élus en économie sociale ;
- Perception ou croyance de l'économie sociale ;
- Pouvoir des élus et l'économie sociale ;
- Développement local et économie sociale ;
- Gouvernance ;
- Champ d'activité de l'économie sociale ;
- Politique municipale et économie sociale ;
- Implication en économie sociale ;
- Pistes de solution ;



# Méthodologie (suite)

- Le questionnaire sera validé auprès d'un élu de la région.
- La Conférence régionale des élus de l'Estrie informe les maires et mairesses par lettre de la démarche de la recherche.
- Envoi personnalisé du questionnaire par la poste à chacun des élus municipaux avec une enveloppe de retour préaffranchie
- Suivi téléphonique auprès des élus

Selon vous, le secteur le plus propice pour l'économie sociale est :	pas du tout d'accord						
	1	2	3	4	5	6	7
Santé, maintien à domicile et aide domestique	1	2	3	4	5	6	7
Éducation, loisir	1	2	3	4	5	6	7
Habitation, transport public	1	2	3	4	5	6	7
Hôtellerie, restauration et alimentation	1	2	3	4	5	6	7
Environnement, matières résiduelles	1	2	3	4	5	6	7
Production de biens manufacturés	1	2	3	4	5	6	7
Tourisme, événements, culture	1	2	3	4	5	6	7
Commerce de biens et de services	1	2	3	4	5	6	7
Production agricole et mise en marché	1	2	3	4	5	6	7



# Échéancier

Étapes	Détails	Réalisation
1	Revue de la littérature	janvier - février 2008
2	Élaboration d'un questionnaire	10 – 24 avril 2008
3	Validation du questionnaire	24 – 30 avril 2008
4	<b>Dossier soumis au comité éthique</b>	<b>11 avril 2008</b>
5	<b>Décision du comité d'éthique</b>	<b>24 avril 2008</b>
6	Administration du questionnaire (collecte des données)	juillet – août 2008
7	Analyse des données	septembre 2008
8	Rédaction du guide d'entrevues semi-dirigées	octobre 2008
9	Identification de 2 municipalités (études de cas)	octobre 2008
10	Enquête par entrevues semi-dirigées (études de cas)	octobre – novembre 2008
11	Analyse des données et rédaction du rapport de recherche	octobre – novembre – décembre 2008



## Résultats attendus

- Un portrait des facteurs qui influencent le développement de l'économie sociale comme une alternative au développement économique locale des municipalités;
- Illustration des pratiques de gestion du fonds d'économie sociale;
- Identification des variables les plus susceptibles d'influencer le développement de la collectivité par l'économie sociale;
- Identification des pistes d'action et, le cas échéant, des outils, pour sensibiliser (et même former) les élus à l'économie sociale.



## Utilisations pratiques des résultats

- Fournir à la Conférence des élus un portrait des facteurs qui influencent le développement de l'économie sociale dans la région;
- Dégager des contenus didactiques à partir de l'identification des carences et besoins;
- Production d'un guide sur les bonnes pratiques en économie sociale à l'attention des élus de l'Estrie;
- Élaborer, à partir des constats dégagés, un cadre de formation sur le rôle des conseils municipaux en matière d'économie sociale à l'intention des élus de l'Estrie.



# des questions?

